

2 Politique

Hôtel de Ville de Libreville

Jean-Boniface Assélé appelle à la formalisation de l'accord de cogestion avec le PDG

J.K.M

Libreville/Gabon

Le leader du Centre des libéraux réformateurs a réaffirmé la nécessité de formaliser l'alliance existant entre sa formation politique et le Parti démocratique gabonais (PDG) au niveau du conseil municipal de Libreville.

LA problématique de la cogestion de l'Hôtel de Ville de Libreville entre le Centre des libéraux réformateurs (CLR) et le Parti démocratique gabonais (PDG) a constitué la trame principale de la conférence de presse qu'a animée, hier, au cabaret des artistes, le président du CLR, Jean-Boniface Assélé, en présence de plusieurs membres du directoire de sa formation politique. Selon le général à la retraite, trois ans après la conclusion de cette alliance, la situation n'aurait pas évolué dans le bon sens. Le PDG s'arrogerait "tout" sans songer à son principal allié. Une situation d'autant plus incompréhensible que, a-t-il soutenu, depuis septembre 2014, il a adressé diverses correspondances au secrétaire général du PDG et à l'autorité de tutelle pour dénoncer et stigmatiser "l'attitude hégémonique du PDG au conseil municipal de Libreville". Sans succès visiblement car, selon lui, ce problème perdure. Ce qui ne signifie pas, a-t-il tenu à préciser, qu'il existe un "problème entre le



Photo : Joe Manianga



Photo : Joe Manianga

Le président du CLR Jean Boniface Assélé (photo de droite), répondant aux questions des journalistes.



Photo : Joe Manianga

Vue partielle des membres du directoire du CLR.

mairie central et Jean-Boniface Assélé".

N'empêche que son incompréhension est d'autant plus grande que, a-t-il soutenu, à Libreville, le poids politique du PDG s'effrite. Pour preuve, poursuivra-t-il, "lors de la dernière élection présidentielle, notre champion, Ali Bongo Ondimba, a perdu dans tous les arrondissements de Libre-

ville sauf dans le 3e, fief du CLR". Pour autant, a-t-il indiqué, en répondant à une interrogation d'un journaliste, au regard de tout ce qui précède, son parti demeure toujours ancré dans la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) et n'entend nullement rompre son alliance à la mairie de Libreville.

"Je suis un boa, je ne rends

pas ce que j'ai avalé. Aucun opposant au régime n'est jamais issu de nos rangs. Le CLR reste et demeure dans la MRSE", a-t-il lâché. Non sans avoir insisté sur l'impérieuse nécessité de formaliser l'accord de cogestion de la mairie de Libreville entre sa formation politique et le PDG. Ce qui aurait, entre autres pour mérites, a-t-il précisé,

de clarifier la situation et de permettre au CLR d'avoir véritablement des coudees franches et de travailler au bonheur des Librevillois.

"Car, à deux ans de la fin de notre mandat, il serait temps que nous travaillions de concert à l'embellissement et à l'assainissement de notre cité", a-t-il clamé. Sur un tout autre plan,

Jean-Boniface Assélé s'est déclaré satisfait des conclusions du Dialogue politique qui s'est tenu, du 12 avril au 26 mai 2017, au stade d'Angondjé. Lesquelles, a-t-il avancé, vont permettre d'asseoir davantage la démocratie et l'État de droit.

Dans la foulée, à la suite de l'interpellation d'un journaliste, il a condamné avec véhémence les propos de Roland Désiré Aba'a Minko (Lire par ailleurs), ancien candidat à la dernière élection présidentielle, qui a appelé au renversement des institutions de la République, hier, au mausolée du président Léon Mba.

Avant de mettre un terme à sa rencontre avec certains représentants de la presse nationale, le leader du CLR a appelé les acteurs politiques de tout bord à faire montre "de retenue et de responsabilité en tout temps et en tout lieu", tout en indiquant que ses rapports avec le chef de l'État ne souffrent d'aucune ambiguïté.

Au terme du Dialogue politique/L'Union républicaine pour la démocratie et le progrès (URDP)

Niembo Makita remet le rapport aux délégations provinciales

AN

Libreville/Gabon

Il a profité de l'occasion pour déplorer le radicalisme de ses pairs du camp Ping et réfuter toute idée d'un troisième dialogue.

LE président de l'Union républicaine pour la démocratie et le progrès (URDP), tendance Théophile Makita Niembo, a réuni, jeudi dernier, à son QG situé au quartier Haut de Gué-Gué dans le 1er arrondissement de Libreville, une bonne partie de sa base politique. C'était aux fins de remettre, solennellement, aux délégués des neuf provinces le rapport du Dialogue politique initié par le président Ali Bongo Ondimba, et auquel il a participé au stade d'Angondjé, dans la commune d'Akanda au nord de Libreville. Non sans leur rappeler que



Photo : Adjaf Niouroume

La remise du rapport général du Dialogue politique au secrétaire général du parti par Théophile Makita Niembo (d).

l'URDP a pris une part active à son élaboration. Aussi, Niembo Makita, n'a pas manqué de vanter la pertinence des Actes contenus dans ce rapport. Lesquels représentent chacun les propositions faites par les participants aussi bien à

la phase citoyenne qu'à la phase politique. Celles-ci touchent, a-t-il dit, à tous les secteurs de la vie de la Nation. Qu'il s'agisse de l'économie, du social, du sport, de l'environnement que de la politique. C'est dans cette logique que



Photo : Adjaf Niouroume

Une vue des participants à la cérémonie.

Théophile Makita Niembo s'est réjoui des réformes décidées, par exemple, au niveau électoral. Notamment la transformation de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap) en désormais Centre gabonais des Élec-

tions (CGE), et dont le mode de désignation des membres ne sera plus tout à fait le même. Tout comme certaines de ses missions. A noter que sur un tout autre plan, le président de l'Union républicaine pour la démocratie et le progrès,

Makita Niembo, a tenu à expliquer les raisons de sa présence au Dialogue politique initié par le numéro un gabonais. Occasion pour lui de déplorer le radicalisme de ses pairs du camp Ping et de rejeter toute idée de troisième Dialogue.